

d'un espoir d'entente sur les questions majeures. M. Khrouchtchev établit clairement qu'il n'entendait pas céder beaucoup de terrain, tandis que les puissances occidentales se refusaient à renoncer à leurs droits dans Berlin et à consentir à un programme de désarmement sans garanties adéquates. Ce qui fut plus grave encore, c'est la mésentente sérieuse qui couvait depuis plus d'un an entre l'URSS et la Chine et qui éclata au grand jour en avril. Les journaux des deux pays éclairèrent ce différend d'une lumière crue. Personne ne désigna nommément de coupables, mais il était évident que l'épithète de « revisionnistes » brandie par les Chinois flétrissait les dirigeants soviétiques, tandis que les « sectaires de droite » honnis par Moscou ne pouvaient être que les hommes politiques chinois. Cette sérieuse dispute portait sur les modalités de communisation du monde non communiste. Pékin penchait du côté de la lutte, y compris les opérations militaires pouvant déclencher une guerre, et estimait que toute amélioration ou tout compromis avec le monde capitaliste constituait une trahison. Par contre, redoutant la catastrophe d'une guerre nucléaire et se fiant à la vigueur de leur économie et à l'influence de leur ordre social, les Soviets espéraient défaire l'Occident sans aller jusqu'au recours aux armes.

Il est probable que ces facteurs—le peu de chance d'en arriver à une entente et la querelle sino-soviétique—tempérèrent l'enthousiasme de Moscou pour une conférence au sommet. Sans doute n'auraient-ils pas suffi à pousser les Soviets à torpiller la Conférence. Depuis deux ans au moins, vraisemblablement avec un désir sincère de la voir réussir, ils la réclamaient malgré de faibles espoirs d'y imposer leurs vues et malgré la désapprobation de leur alliée la Chine.

Mais un ensemble de circonstances amena Moscou à renverser brusquement sa politique: l'épisode de l'avion de reconnaissance U-2 et la capture de son pilote, le retentissement donné à l'affaire par le Kremlin, ainsi que l'effet qui s'ensuivit aux États-Unis. On comprend aisément pourquoi les Russes réagirent vivement à l'incident du U-2; ils voulaient abolir des procédés qui jusque-là avaient permis aux États-Unis de recueillir de précieux renseignements, dénoncer ce pays comme « agresseur » et établir du même coup l'excellence des fusées soviétiques de défense antiaérienne. L'aveu officiel de la responsabilité de Washington dans l'affaire et la justification offerte par le président conduisirent probablement M. Khrouchtchev à torpiller la réunion au sommet, en exigeant pour sa participation des conditions inacceptables.

Politique soviétique après l'échec au sommet

Après l'effondrement de la Conférence au sommet, l'URSS s'appliqua à suspendre l'étude des grandes questions internationales (dont Berlin et le désarmement), jusqu'à ce que le différend avec la Chine pût être aplani, ne fût-ce que superficiellement, et jusqu'à l'avènement d'un nouveau gouvernement aux États-Unis. En fait, M. Khrouchtchev s'était engagé à ne pas négocier avec le président Eisenhower; par contre, Moscou ne voulait pas qu'on l'accusât de repousser toute négociation. M. Khrouchtchev s'attela avec énergie à cette tâche complexe. De Paris il se rendit à Berlin-Est, dont il désappointa beaucoup les dirigeants, ses hôtes, en remettant à plus tard toute action au sujet de Berlin. En juin, il convoqua à Bucarest une réunion des partis communistes, à l'occasion d'un congrès des communistes roumains; il essaya d'embrigader tous les communistes de l'univers dans sa controverse avec la Chine. Mais les dirigeants chinois demeurèrent inébranlables et, défait sur ce terrain,